

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 04/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 LONGVIC

Code AIOT : 0005401977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative pour notamment les produits agropharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : Accidentologie SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement DIJON CEREALES vise à contrôler la gestion de l'accident, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS). Il a été constaté que l'exploitant a mis en place l'enregistrement et les suivis des événements sur le site. En revanche les procédures d'encadrement ne sont pas complètes. L'exploitant réalise la transmission d'informations concernant les événements survenus sur le site à travers le logiciel QUALIOS. Il n'existe pas de gille de cotation de gravité des événements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : <u>Questions posées :</u> Les procédures du SGS s'appliquent-elle à l'ensemble du site ? Existe-t-il un tableau de suivi des évènements du site ? <u>Réponse de l'exploitant :</u> Le système de management est géré à travers le logiciel QUALIOS. Toutes les procédures SGS s'y trouvent. Le SGS précise le domaine d'application : « SGS s'applique à l'ensemble du site de Longvic ». Le SGS est complété par les procédures qui sont également accessibles à travers QUALIOS. Le tableau unique du suivi d'évènements (extraction de QUALIOS) a été présenté à l'Inspection. Ce logiciel permet de choisir entre deux niveaux de gravité entre "mineur" et "majeur".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents ? A qui cela est-il remonté ?</p> <p>Qu'est-il prévu pour inciter à la remontée des informations par tous les personnels ?</p> <p>Comment sont discriminés (hiérarchisés) les événements ? Cela permet t'il d'identifier les accidents majeurs ? Est-ce que les critères de l'échelle européenne sont utilisés ? Prise en compte de la sollicitation ou des dysfonctionnements de MMR/MMRi ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Il n'existe pas de procédure spécifiant les étapes à suivre pour une situation d'urgence (hormis pour les MMR) et notamment pour la détermination de niveau de gravité. La gravité des événements est appréciée par le responsable de la plateforme et décrit comme mineur et majeur dans le fichier de suivi.</p> <p>Tous les évènements y compris des anomalies se trouvent dans le même fichier. Uniquement le responsable et son adjoint ont les droits d'écriture pour l'enregistrement des événements.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié l'enregistrement d'un événement survenu le 30/11/2022 : porte coup-feu (re-fixation d'une fixation qui a bougé suite à un réarmement trop fort de la porte coup-feu, suivi par graissage et essai). L'enregistrement de l'évènement a eu lieu le même jour que la panne et la réparation. Cet événement a été classé comme mineur et n'a pas été signalé à l'Inspection.</p> <p>Les consignes de sécurité AFF/EX8/05 version 1 du 13/11/2019 (disponible sur QUALIOS et affichées à plusieurs endroits de la plateforme) précisent les comportements à adopter vis-à-vis d'un événement sur site. Par sondage, l'inspection a interrogé un employé de la plateforme au sujet du comportement à avoir lors d'un événement. Il a bien été confirmé la transmission de l'information au responsable de la plateforme.</p> <p><u>Non-conformité 1 :</u></p> <p>Aucune procédure ne décrit l'enregistrement et le suivi des évènements. L'exploitant ne précise pas de délai d'enregistrement des évènements.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances ? Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ? Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé? Quel moyen est mis en place pour s'assurer que les mesures mises en place sont efficaces et connues des opérateurs ? Y a-t-il une réévaluation des mesures programmées après un délai défini au moment de l'analyse de l'anomalie / la défaillance ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>La procédure MOP/EXP/11 Version3 du 01/03/2023 décrit la gestion sur site en cas de panne, modification de pièces ou remplacement concernant les MMR et MMRI. Les événements concernant les MMR et MMRI sont répertoriés dans le même fichier que les autres événements.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié l'enregistrement d'un événement survenu le 28/04/2022 : démarrage intempestif du groupe motopompe. Le dépannage a eu lieu le 29/04/2022 et l'enregistrement de l'évènement environ un mois plus tard (25/05/2022). Cet événement a été classé comme majeur et n'a pas été signalé à l'Inspection.</p> <p>Il n'y a pas eu de passage en mode dégradé. Selon la procédure, le déclenchement du mode dégradé implique la transmission des informations à la DREAL et au SDIS</p>

Observations : L'inspection a précisé qu'en cas d'indisponibilité des MMR, il convient d'informer l'inspection de cette indisponibilité ainsi que des mesures compensatoires mises en place
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : <u>Questions posées :</u> Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ? Une organisation spécifique a-t-elle été mise en place concernant le contrôle des objectifs et procédures? Quelles « corrections » sont apportées en cas de non-respect des objectifs et de la politique définie? Des indicateurs ont-ils été définis pour suivre et évaluer le respect des objectifs? La dérive des indicateurs implique-t-elle des mesures correctives? La communication interne de ses indicateurs est-elle assurée, vers qui, comment? Est-ce que des audits ont été réalisés sur la gestion des accidents / incidents / défaillances ou anomalies des MMR ? <u>Réponse de l'exploitant :</u> L'exploitant a présenté la Politique Générale de 2019 à l'Inspection. L'exploitant ne dispose pas de document « PPAM ». Il a indiqué à l'inspection que la politique générale de 2019 est à considérer comme sa PPAM. Il fixe en effet les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">• POI: 1 exercice par an ;• accident corporel : 0 ;• attente à l'environnement : 0. L'évaluation périodique du SGS est réalisée à travers les revues de direction (décrit à la page 10 du SGS). Le processus des audits est intégré dans le système QUALIOS. Un audit général annuel est réalisé selon la procédure PRO/QUA/05 et selon la gille SUP/HSE/32 "audit SGS - Plateforme ». Le dernier audit date du 7 mars 2022. Le destinataire du rapport d'audit est le Directeur général d'Alliance - le chef de la coopérative. Seules des remarques mineures ont été relevées lors de cet audit. La clôture des remarques est suivie par l'équipe HES. <u>Demande de compléments 1 :</u> Il est demandé à l'exploitant de justifier que la politique générale de 2019 est la PPAM mise en place sur son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation est mise en place pour informer l'IIC d'un événement (incident/accident/...) ? Quels sont les critères définis pour cette information ? Quels sont les critères définis par l'exploitant pour déclencher l'envoi d'un rapport d'accident ? Quelle organisation est mise en place pour analyser les événements ? Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ? Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé?</p> <p><u>Réponses de l'exploitant:</u></p> <p>Aucune procédure ne décrit l'évaluation du niveau de gravité des événements ainsi que les modalités de communication et de reporting (sauf pour les MMR et MMRI).</p> <p>Pour les MMR et MMRI, le reporting est réalisé et notamment auprès de l'Inspection, au moment du passage en mode dégradé. Cette procédure permet de gérer les événements suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une panne - une modification de pièces - un remplacement. <p>Le déclenchement du mode dégradé permet de s'assurer que les incidents et accidents sont déclarés à l'inspection.</p> <p>Le logiciel QUALIOS permet uniquement de choisir entre un événement mineur et majeur sans que la définition de celui-ci y soit associée. Il se trouve à l'Annexe 1 de la procédure précitée.</p> <p>L'organisation mise en place sur le site ne permet pas de s'assurer que les incidents et les accidents soient déclarés conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement. Ceci peut être à l'origine de non transmission de certains événements survenus sur site.</p> <p><u>Demande de compléments 2 :</u></p> <p>Il convient que l'exploitant mette en place une organisation qui permette de répondre aux obligations de déclaration des incidents et accidents conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

